



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

# **Précarité et radiations : les vraies armes du gouvernement**

Les derniers chiffres du chômage viennent d'être publiés.

Alors que le monde du travail subi de plein fouet les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire, le gouvernement affiche une baisse du chômage avec une présentation tronquée des chiffres de l'emploi. C'est une stratégie orchestrée de chasse et de culpabilisation des chômeurs.

Sur ce trimestre, la baisse du chômage de 6,2 % observée par Pôle Emploi ne concerne que la catégorie A. Cela ne signifie aucunement que les chômeurs de cette catégorie aient trouvé ou retrouvé un emploi durable et de qualité.

Si on observe l'évolution de la catégorie C, les chiffres traduisent une hausse des demandeurs sur le dernier trimestre (+1,5%), sur l'année (+8,6%).

La réalité des chiffres du chômage ce n'est pas un retour à l'emploi mais une confirmation et une explosion de la précarité.

Et, ce sont précisément sur ces travailleuses et travailleurs précaires des catégories B et C que pèse particulièrement la toute récente réforme de l'assurance chômage, avec la réduction de leurs allocations.

Le renforcement des injonctions d'accepter n'importe quel emploi, y compris de répondre à des offres sans distinction et parfois illégales, fait exploser les chiffres de radiations (+19% sur le trimestre et 44% sur un an).

Cela s'inscrit dans la volonté de faire disparaître, dans le halo du chômage, des centaines de milliers de travailleurs et travailleuses. Les chiffres ne disent pas combien ont été ainsi effacés des statistiques ?

En grève depuis le 1<sup>er</sup> février, à l'appel de tous les syndicats, les agents de Pôle-Emploi dénoncent non seulement leurs conditions de travail et de rémunération largement dégradées mais revendiquent aussi l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage. Ils et elles contestent cette politique anti-chômeurs et exigent la mise en œuvre d'une véritable politique de l'emploi adossée à un service public de l'emploi et basée sur la justice sociale.

Montreuil, le 2 février 2022